

***Intervention de Laurence Pache au nom du groupe Limousin terre de gauche***

Il y a un peu plus d'un an, François Hollande accédait à la présidence de la République, promettant aux Français un changement de cap et de politique, après l'éprouvante période sarkozyste. Un an plus tard, force est de constater que le contexte est à la désillusion. Socialistes, vous décevez car vous ne répondez pas aux aspirations de la gauche qui vous a élus, dont les 4 millions de voix du Front de Gauche sans lesquelles votre candidat n'aurait pas pu être victorieux. Vous décevez car vous n'assumez plus l'héritage socialiste que dans les mots et le nom que vous portez encore.

J'en veux pour preuve le désastre électoral de Villeneuve/Lot le week-end dernier où le candidat du Parti Socialiste a perdu plus de 9000 voix et a été éliminé au profit du Front National, en un triste remake de 2002. Il est trop facile de dire comme on a pu l'entendre dans la bouche de certains de vos responsables que ce sont EELV et le FDG qui en portent la responsabilité, pour avoir osé se présenter. Vous nous ressortez la même grosse ficelle qu'en 2002 où c'était la faute aux autres candidats mais pas à vous qui poussiez à désespérer de la gauche.

Aujourd'hui comme alors, par le renoncement à l'ambition de porter des choix en rupture avec le libéralisme vous poussez à l'abstention voire pire. Vous renforcez l'idée qu'on ne peut pas faire autrement, qu'au fond il n'y a pas d'alternative et qu'on ne peut faire que des aménagements à la marge. Et alors qu'aujourd'hui vous n'arrivez même plus à vous donner ces marges, que vous reste-t-il à proposer alors que l'affaire Cahuzac a mis en lumière la collusion d'une partie de vos responsables avec le monde de la finance et de l'argent roi ? Vous ne pouvez que remettre aux calendes grecques les objectifs que vous vous êtes donnés : ramener le déficit à 3% du PIB, enrayer la courbe du chômage... Y croyez vous encore vous mêmes ?

Vous ne pouvez réussir à sortir la France de cette ornière parce que vous faites une terrible erreur d'analyse : vous pensez que la crise est transitoire, et que si on satisfait les marchés et que l'on fait les « réformes » que la Commission Européenne exige, tout finira par rentrer dans l'ordre. Votre erreur est double : premièrement, cette crise n'est pas conjoncturelle mais systémique. C'est la crise d'un système qui est face à ses contradictions. Ainsi le dépassement de la crise des subprimes de 2008 n'a pu se faire qu'en la transformant en crise des dettes souveraines. L'avidité de ceux qui exigent pour leurs capitaux des taux de rentabilité toujours plus élevés nous amène au précipice économique, social, écologique.

Deuxièmement, vous refusez de voir que le remède que la Commission nous impose est une partie du mal. Combien de pays en récession vous faudra-t-il avant de remettre en cause le dogmatisme de la Commission Européenne qui a si bien laminé le peuple grec ?

Vous êtes dans une impasse, faute d'avoir assumé le nécessaire rapport de force à l'intérieur

même de l'Europe avec le gouvernement conservateur de Mme Merkel. Vous aviez annoncé la renégociation du traité signé par Sarkozy, et vous l'avez avalisé sans en changer une virgule. Depuis lors, vous vous efforcez de faire croire que vous maîtrisez la situation, illustrant ainsi la fameuse phrase de Cocteau : « Puisque ces mystères nous dépassent, feignons d'en être l'organisateur ». Vous ne pouvez plus qu'accepter les injonctions de Bruxelles en feignant les devancer comme on le voit encore de façon criante au travers de la réforme des retraites qui s'annonce, et où vous allez reprendre les mêmes recettes que vos prédécesseurs. Ou bien encore dans cette farce qu'est cette annonce tonitruante que la culture ne ferait pas partie du mandat de négociation du Grand Marché Transatlantique alors que les textes de la commission disent l'inverse.

Votre politique est fondée sur une illusion : l'illusion que en libérant les capitaux des contraintes alors comme par magie il y aura de la croissance. C'est la politique de l'offre qui avait été théorisée en son temps par Ronald Reagan au niveau gouvernemental. C'est cette politique que vous menez à travers le pacte de compétitivité, la casse du code du travail dans l'ANI, la réforme des retraites. Vous nous mettez à la remorque de l'Allemagne en espérant en tirer les mêmes bénéfices. De là vient votre obsession pour la flexibilité qui selon vous permettrait l'augmentation des exportations. Etrange méthode en réalité. Car d'abord les entreprises ne manquent pas de flexibilité mais de demande. Vos 20 milliards de crédits d'impôts seront inefficaces car les entreprises n'investissent que si elles anticipent sur une demande suffisante. Et miser sur la compétitivité comme vous le faites, pour soi disant se positionner dans la lutte concurrentielle à l'échelle européenne voire mondiale est stupide. La stratégie de la compétitivité n'est efficace que si elle donne un avantage qu'on est le seul à avoir. Dans une Union Européenne qui applique partout les mêmes politiques, cela n'amène qu'à la récession que nous constatons. C'est cette politique inefficace et nuisible que vous poursuivez au niveau national comme local.

Vous décidez donc aujourd'hui de revenir sur les maigres avancées que le SRDE2 contenait en matière de conditionnalité, et sur le principe de la préférence donnée aux avances remboursables. C'est la crise paraît-il, alors il faut bien soutenir les entreprises dites vous. C'est

Écrit par Gabriel Amard, Président de la Gauche par l'Exemple  
Mardi, 02 Juillet 2013 12:30

---

bel et bon, mais cela ne servira à rien et vous le savez. Car si les entreprises n'embauchent pas parce qu'on leur donne des subventions. Elles n'embauchent que si les carnets de commande sont pleins. C'est la conjoncture d'ensemble qui détermine l'emploi, pas les subventions.

Même stratégie inefficace dans votre lubie des exportations comme solution miracle à la récession.

Car à qui allez vous faire croire que le Limousin va pouvoir se positionner efficacement dans la compétition mondiale ? A qui allez-vous faire croire que votre Plan régional à l'internationalisation des entreprises va avoir une quelconque efficacité ? Chercher à développer les exportations pour pallier l'absence de développement économique local sera inutile et nuisible puisque une grande part des émissions des GES vient du transport de marchandises. Il vaudrait mieux engager la relocalisation de l'économie. Mais pour cela il ne faut pas que les rodomontades de votre ministre du Redressement Productif. Il faut aussi que les salariés de ce pays puissent acheter les produits de l'économie locale, et ce n'est pas en poursuivant la politique de délitement social que vous menez que vous y arriverez. Il faudrait aussi une véritable politique d'aménagement du territoire, pas le déménagement que vous proposez avec la LGV. Nous sommes satisfaits que le rapport Duron revienne là dessus.

Pour cela il faudrait avoir le courage d'affronter véritablement le monde de la finance, celui qui détourne le produit du travail pour le détourner vers les canaux spéculatifs. Mais ce nécessaire combat, vous ne l'assumez pas, ni au niveau national ni au niveau local. Il ne faut que regarder le rapport que vous nous présentez sur la délégation en matière d'emprunt. Vous confiez à HSBC le soin d'arranger le programme d'émission de titres sur le marché obligataire. Alors même que nous avons voté une délibération sur la transparence exigée des banques quant à leurs éventuelles activités dans les paradis fiscaux, vous retenez quand même HSBC alors que de votre propre aveu elle ne fournit pas les informations que vous demandez ! Il ne suffit que de regarder le dernier rapport publié ce mois ci par le CCFD pour voir que HSBC a 136 filiales dans les paradis fiscaux et qu'elle est première aux Iles Vierges britanniques, qui fait partie des territoires les plus opaques selon le Financial Secrecy Index. Qu'attendez-vous ? Vous attendez la loi bancaire. Ça tombe bien elle est votée, mais elle ne va sans doute pas être le premier acte de la guerre à l'ennemi sans visage du Bourget. Rédigée main dans la main avec les banquiers elle n'engage aucune mesure de

contrainte pour empêcher la prolifération des instruments spéculatifs toxiques. Elle ne sépare pas les activités de crédit des activités de spéculation mais ne fait que les filialiser. On rirait si ce n'était pas si grave. Cette loi n'empêchera pas qu'on recoure à HSBC pour économiser quelques maigres sous en taux d'intérêts en échange d'une soumission à la logique des

marchés.

En définitive, vous vous coulez dans le moule de votre prédécesseur : vous ne faites la différence que sur les sujets sociétaux comme le mariage pour tous, mais comme vous avez été incapables de donner à voir la possibilité d'autres choix sur le reste vous avez même réussi à gâcher cela et avez été impuissants pour cela à juguler la résurgence du pire de la droite extrême et de l'homophobie.

Même sur l'éducation, revendiquée comme votre priorité, vous continuez à prolonger les choix de vos prédécesseurs. Les moyens n'y sont pas et vous confirmez par la loi de refondation de l'école les options libérales du gouvernement précédent, notamment au travers du principe d'égalité des chances que les libéraux ont réussi à vous faire avaler ou du maintien du socle de compétences qui segmente les savoirs et les connaissances entre ce qui serait suffisant pour la plèbe et ce qui est nécessaire pour les autres et institue ce faisant une école à plusieurs vitesses. Le « socle commun » définit par rebonds les programmes puis les diplômes, substituant aux qualifications rattachées à l'individu des compétences propres au poste de travail.

On ne refonde rien, on continue dans la même voie ! Vous nous demandez donc d'approuver un pacte pour la réussite éducative et professionnelle qui s'inscrit dans la foulée de la loi sur l'école et qui conserve la lubie libérale du tout apprentissage, qui se voit étendue, sous couvert de « complémentarité », en troquant des fermetures de sections en lycées professionnels contre des ouvertures en apprentissage. Pas étonnant finalement quand on sait qu'après les 71 fermetures de lycées pro depuis 2002 en France, pas une ouverture n'est prévue et le funeste bac pro en 3 ans est même conforté... Il y a quelque chose de l'ordre de la mauvaise foi à prétendre que l'apprentissage c'est mieux pour certains profils alors qu'on ne se donne pas les moyens de la réussite dans l'enseignement professionnel. On préfère livrer les jeunes concernés à l'incertitude d'une formation nécessairement dépendante de la conjoncture économique et déléguée au patronat. Vous continuez même les suppressions de postes puisque on annonce 2000 suppressions de postes d'Assistants d'Education sur l'ensemble du territoire...

Triste tableau que celui de cette première année de quinquennat qui voit tant de renoncements s'accumuler. C'est à une alternative que nous appelons, afin de libérer à nouveau les espoirs en un monde meilleurs, car comme le disait Gramsci, la crise c'est quand le vieux monde se meurt, le nouveau monde tarde à apparaître et dans ce clair-obscur surgissent les monstres, et c'est dans ce clair obscur qu'a disparu notre camarade Clément Méric.